

**Roumanie - Relations bilatérales -
Union européenne - Migrations -
Discours de M. Emmanuel Macron,
président de la République, devant
la communauté française
(Bucarest, 24 août 2017)**

(Seul le prononcé fait foi)

Bonjour, Mesdames et Messieurs,

Madame l'Ambassadrice, merci de nous accueillir ici chez vous.

Je suis très heureux, nous sommes très heureux, avec mon épouse Brigitte, d'être aujourd'hui parmi vous, pour cette première rencontre avec une communauté française à l'étranger, et très heureux et fiers de partager ce moment estival avec vous. Je remercie d'ailleurs certaines et certains qui parfois sont revenus un peu plus tôt de leurs congés pour être avec nous, tous et toutes, ici aujourd'hui.

Si j'ai pris la décision de venir en cette fin du mois d'août en Roumanie, ça n'est pas un hasard. C'est parce que la relation qu'il y a entre nos deux pays est importante, mais elle est aussi encore à développer. Il y a un lien historique, que vous n'êtes pas sans connaître, les uns et les autres, et la France a joué dès la fondation de cet État un rôle certain, qui par les consécutions historiques du Centenaire sont entretenues, montrées ou reconfirmées.

Ce lien historique, la France et la Roumanie l'ont cultivé, on le retrouve dans la place que la Francophonie occupe dans le pays, dans la place que les universitaires, les dirigeants roumains peuvent avoir au sein de la Francophonie. Et nous étions il y a un instant d'ailleurs avec deux Roumains qui occupent cette place éminente au sein de la Francophonie.

Mais le souhait qui est le mien, c'est que cette relation puisse devenir une relation d'avenir, et que nous puissions, sur nombre de sujets communs, essayer d'aller au-delà de ce qui existe aujourd'hui, de lever des malentendus qui se sont avec le temps installés, et de venir bousculer des frontières, là aussi, qui se sont avec le temps parfois consolidées, celles qui existent entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, et les dix dernières années ont conduit à créer une forme d'écart entre ces deux parties de l'Union européenne, à tort. Et notre relation doit pouvoir bousculer cela. Écart qui s'est créé aussi entre les pays membres de la zone euro et ceux qui ne le sont pas ; et là aussi, ce n'est pas une fatalité, nous devons aller au-delà.

Mon souhait, c'est que, dans le dialogue que nous avons à réinstaurer entre nos deux pays,

nous puissions construire une étape d'avenir pour la relation bilatérale et pour l'Union européenne.

Mais vous êtes là, tous et toutes aujourd'hui, je vous en remercie, parce que cette relation est déjà forte. Il y a officiellement - je parle sous contrôle de Madame l'Ambassadrice - à peu près 4.000 Françaises et Français enregistrés auprès du consulat. On me dit qu'en fait, ce serait à peu près deux fois plus. Il y a une communauté forte, vivace qui est là et qui est liée au milieu d'affaires, à la présence d'entrepreneurs, d'académies, de chercheurs, d'universitaires, de beaucoup de jeunes qui ont décidé de venir faire leurs études ici, qui ont décidé de venir faire leur volontariat international à l'étranger ici, et à continuer à développer cette relation.

La force de la présence française en Roumanie est à cet égard importante et je veux vous en remercier parce que vous êtes en quelque sorte les ambassadeurs du quotidien. Chacune et chacun d'entre vous, dans les compétences qui sont les vôtres, les domaines qui sont les vôtres, vous portez les intérêts français, la force de nos entreprises, notre capacité à exporter, à développer des partenariats, notre langue, les liens humains et culturels qui existent entre nos pays, vous défendez nos valeurs et c'est important pour nous, et vous venez consolidez cette présence. Je ne minimise là en rien le rôle qui est le vôtre, Madame l'Ambassadrice, mais je veux vous dire ici combien à mes yeux, le rôle que vous jouez au sein des communautés étudiantes, des communautés d'affaires, des communautés académiques est essentiel.

Ce sont un peu plus de 120.000 emplois directs, 3.000 entreprises à capitaux français qui sont ici présentes en Roumanie, avec une capacité aussi à irriguer l'économie de ce pays, avec des partenariats industriels - je pense à l'automobile, mais à de nombreux autres secteurs - qui ont montré leur force à travers le temps et leur exemplarité, et nous avons encore beaucoup de choses, je vais y revenir, à développer. C'est une force et un atout, et je veux vraiment ici saluer le rôle essentiel des conseillers du commerce extérieur, de la chambre de commerce et d'industrie française en Roumanie, pour animer cette communauté.

Si nous avons passé du temps à discuter avec, à la fois, le président, le Premier ministre, c'est aussi pour parler de la nature de cette relation et des sujets communs. D'abord l'école. Vous avez, avec Madame l'Ambassadrice, un défenseur vigoureux. Nul n'ignore ici l'excellence du Lycée français Anna de Noailles ; il est connu d'ailleurs et reconnu des autorités roumaines, et les enjeux qui sont les siens pour l'avenir. Je crois pouvoir dire que nous avons une écoute plus que bienveillante, et je pense un engagement. En tout cas je soutiendrai l'action de votre ambassadrice, de notre ambassadrice ici en la matière pour que la pérennité et les développements du lycée puissent être rapidement acceptés, que nous puissions avancer et que les aménagements indispensables pour assurer son bon fonctionnement puissent être faits.

Je veux ici vous redire l'engagement qui sera celui du gouvernement et l'action de la France pour, partout où nous sommes présents à l'étranger et forts, continuer à développer non seulement la Francophonie, mais également l'enseignement français dans le cadre des lycées français, l'emprise des alliances et de tout ce qui aujourd'hui construit le rayonnement, la vie au quotidien de nos concitoyens et l'engagement indispensable qui est le nôtre.

Je sais qu'il y a des inquiétudes qui ont pu être émises sur ce sujet, qu'il y a des décisions budgétaires qui ont été prises, des décisions de régulation, mais l'engagement dans la durée,

constant, et dès le budget 2018, vous l'observerez, sera celui-là. Le ministre des affaires étrangères, Madame la ministre en charge des affaires européennes, ont présent à l'esprit l'importance que nous mettons derrière ce sujet : le Lycée français, l'Institut français de Bucarest et ses trois antennes, nos trois Alliances françaises dans le pays, ce sont des éléments importants de notre présence, du fonctionnement de la communauté française dans le pays, le réseau de consuls honoraires, tous contribuent de manière efficace au rayonnement de la France.

La relation bilatérale se construira aussi à travers des avancées concrètes que nous devons ensemble décider. Il y aura l'année prochaine une saison culturelle entre nos deux pays qui permettra de mettre en avant la vigueur de cette relation et de son histoire, mais aussi des artistes contemporains, les liens forts, académiques, culturels entre nos deux pays, nous nous y engagerons, le programme est en train d'être parachevé, et je reviendrai donc, au lancement de cette saison en Roumanie pour m'engager personnellement et pour, durant l'année 2018, pouvoir venir faire un geste symbolique auquel je tiens beaucoup, c'est de pouvoir venir planter un nouveau chêne ; non pas le chêne de Berthelot, planté quelque dix ans après le geste fondateur qui avait été le sien aux côtés de la Roumanie et qui, aujourd'hui, est ce chêne centenaire, puisqu'il avait pris soin de planter un chêne de dix ans d'âge, mais revenir en 2018 pour planter un nouveau chêne qui sera celui de l'avenir à construire entre nos deux pays, et de la force de cette nouvelle relation ; et cette saison culturelle partagée sera un élément important pour renforcer, sur le plan artistique, linguistique, ces liens, et nous y travaillons.

C'est aussi le lien qui existe entre nos entreprises. Plusieurs accords ont été signés aujourd'hui qui développent le partenariat pour la formation des hauts-fonctionnaires et la structure administrative, et je remercie Madame la Ministre, non seulement de l'avoir signé mais, dans une vie antérieure, de l'avoir préparé et négocié pour l'ENA, et nous avons signé d'importants accords ou accords-cadres dans le domaine industriel, qu'il s'agisse d'AIRBUS ou de MBDA, qui montrent là aussi une volonté d'avancer.

J'ai indiqué de manière très concrète à mes interlocuteurs que cette avancée devait passer par une clarté de la relation bilatérale. Je ne mésestime pas les difficultés que certaines ou certains d'entre vous peuvent vivre au quotidien : les lenteurs, l'insuffisance de certaines infrastructures, le manque de clarté parfois de quelques décisions, les points de sensibilité liés à la corruption, ou l'absence de clarté qu'il y a par exemple en matière de défense entre le discours et la réalité.

Je dois vous dire que j'ai trouvé, à la fois chez le président et le Premier ministre, deux interlocuteurs profondément engagés, partageant indépendamment des sujets politiques propres à la Roumanie, une vision commune sur ces sujets-là et une volonté d'avancer de concert. Et j'ai trouvé deux partenaires sérieux avec la volonté d'améliorer la relation bilatérale à condition - et vous en êtes le visage vivant - que cette relation ne soit pas une relation verticale, asymétrique, mais une vraie relation de partenariat.

L'expérience nous a montré que quand c'est un vrai partenariat, où on aide la Roumanie à se développer, à créer des emplois, du savoir-faire, des technologies ici, il fonctionne. Et c'est dans cet esprit-là que je veux qu'avec les accords français signés, la présence française dans de nombreux domaines, puisse continuer à se développer. Et je suis confiant sur le fait qu'en matière, entre autres, de défense mais aussi sur beaucoup d'autres sujets, nous aurons dans les

prochaines semaines de bonnes nouvelles qui s'inscriront dans cet esprit.

Nous avons parfois aussi des actualités qui peuvent être sensibles. J'ai parlé avec le président et le Premier ministre du projet dont on commence à parler en matière de réforme de la justice, qui n'est pas cohérent avec une volonté de lutter contre la corruption. Et l'un et l'autre m'ont bien garanti leur volonté de continuer le travail entamé, de réduire la corruption dans le pays, et un engagement fort pour que tous les contre-signaux qui sur ce point avaient pu être émis soient parfaitement corrigés.

Enfin, cette relation bilatérale, elle s'inscrit dans une aventure européenne. Cette année, cela fera dix ans que la Roumanie est entrée dans l'Union européenne. Beaucoup d'efforts de transformation profonde ont été faits, et nous devons, nous voulons nous en féliciter. Mais il y a aussi, comme je le disais tout à l'heure, des points de désaccords ou d'incompréhensions qui peuvent exister entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. Je veux aborder tous les sujets dans cet esprit partenarial que j'évoque pour le présent et pour l'avenir. Et la discussion que j'ai eue avec le président et le Premier ministre a été dans ce sens.

Nous avons un sujet ; le travail détaché. Ce sujet est aujourd'hui mal compris, en particulier de l'opinion publique et des médias roumains. Le sujet ne consiste pas à empêcher des entreprises roumaines de travailler, quel qu'en soit le secteur, dans le reste de l'Europe ! C'est d'empêcher des entreprises françaises de contourner les règles européennes et d'embaucher en France, pour faire le même travail que des travailleurs français, des salariés roumains au coût roumain. Parce que c'est de la concurrence déloyale ! Ça, c'est une Europe qui ne fonctionne pas ! C'est une Europe du moins-disant social ! Cela n'est plus l'Europe de la convergence ! C'est une Europe de l'absurdité quand, à côté de cela, on a décidé d'avoir des fonds structurels qui permettent le rattrapage et la convergence !

Je ne peux pas l'accepter. Je peux d'autant moins l'accepter que nos concitoyens ne le comprennent plus ! Et si nous continuons sur cette voie, ce sera le rejet de l'Europe. Nous devons réformer la directive sur les travailleurs détachés, parce qu'elle n'est bonne ni pour l'Europe, ni même pour les pays à bas coût, et évidemment pas pour ceux qui ont des coûts plus élevés comme le nôtre. Nous devons, à cet égard, limiter la durée, lutter contre les sociétés qui font de l'optimisation sociale et servent en quelque sorte de boîtes aux lettres à une fraude caractérisée, renforcer les contrôles et faire que, dans un même pays, à travail égal, le salaire est égal.

Par contre, il faut, à côté de cela, permettre le développement des entreprises roumaines qui veulent se développer quel que soit le secteur, et en particulier dans le secteur des transports routiers.

Mais en confondant les deux sujets, on s'interdit d'avancer et on pervertit ce qui est l'esprit européen dont la finalité même était le rapprochement entre nos pays, nos standards économiques et sociaux, et d'améliorer la vie quotidienne dans les pays qui rentraient dans l'Europe. Or aujourd'hui, le fonctionnement que nous donnons à l'Europe conduit à baisser inexorablement et constamment les droits sociaux dans tous les pays développés et à proposer comme modèle de développement aux pays à bas coût, une forme de dumping social ou fiscal organisé ; on ne jouerait que là-dessus. Cette réforme est indispensable. Je suis confiant sur le

fait qu'avant la fin de l'année, nous l'aurons conduite et réussie.

Le deuxième pilier de la relation bilatérale, dans le cadre de l'Europe, ce sera la défense. Et là nous rapprocherons les discours des réalités. Il y a une ambiguïté roumaine qui est liée d'ailleurs à notre propre positionnement historique. On parle d'une Europe de la défense, mais on continue d'avoir une fascination atlantiste. Il faut que l'Europe de la défense soit une réalité. Nous avons en juillet dernier décidé des coopérations renforcées. Je souhaite avoir un dialogue exigeant, réaliste, ambitieux avec la Roumanie pour qu'elle en fasse partie et qu'elle donne toute sa part à nos coopérations industrielles, ou à toutes les coopérations industrielles européennes dans ce cadre. Les États-Unis sont des partenaires, d'évidence. L'OTAN est un acteur essentiel. Mais nous devons développer une emprise européenne, des coopérations plus développées entre nos deux pays pour être cohérents avec les discours qui sont les nôtres. Et nous-mêmes le faire dans cet esprit partenarial que j'ai évoqué.

Si nous voulons être cohérents jusqu'au bout, nous devons aussi nous rendre compte que la France n'a pas toujours été au rendez-vous des attentes roumaines et des efforts qui avaient été faits. Je pense en particulier à Schengen. Si on parle de la défense, il faut parler de la sécurité et du contrôle des migrations. Depuis 2011, les conditions sont remplies pour que la Roumanie rentre dans l'espace Schengen. Et à chaque fois, nous procrastinons. C'est une recette européenne bien connue, elle conduit à l'inefficacité et à la frustration. Et elle a nourri cet écart qui s'est créé entre nous. Je souhaite qu'on sorte de cette hypocrisie, je l'ai dit très directement au président, et publiquement ensuite, mon souhait est que nous puissions, concrètement, le plus rapidement possible, intégrer la Roumanie à l'espace Schengen.

Mais j'ai été obligé d'être honnête : Schengen n'est pas un cadeau en l'état, parce que cela ne fonctionne pas bien, et en quelque sorte les préventions de certains de mes prédécesseurs qui ont conduit à repousser cette échéance consistaient à dire «si la Roumanie et la Bulgarie sont dans Schengen, on ne contrôlera pas les migrations quand elles arriveront de l'Est». Nous avons vu, à l'été 2015, que la Roumanie et la Bulgarie n'étaient pas dans Schengen, mais que nous n'avons pas contrôlé du tout les migrations qui venaient de l'Est. Cet argument ne vaut plus. Nous-mêmes, nous avons très mal fait fonctionner Schengen.

Le règlement de Dublin ne fonctionne plus bien, et ce que je veux, c'est que l'Europe, à court terme, aille au bout d'une refondation de sa politique migratoire, d'asile et qu'elle puisse intégrer dès ces discussions la Roumanie, et que sur ce Schengen refondé, la Roumanie devienne un partenaire plein et entier. Nous devons profondément changer les choses et réussir à avoir un nouveau départ ensemble, de manière très concrète, dans la refondation de notre relation sur ce sujet.

Enfin, je souhaite que la France et la Roumanie aient un échange de partenaires pour la refondation de l'Union européenne. Avant la fin de l'année, je proposerai de manière très concrète une feuille de route pour l'Europe. L'Union européenne, la zone euro et tout ce que nous pouvons faire sur le domaine économique, de défense, culturel, éducatif, pour renforcer notre Europe. Je vais discuter de cette feuille de route avec chacun de nos partenaires, j'en discuterai et j'ai commencé à le faire avec la Roumanie.

Nous avons besoin d'une relance européenne. Notre Europe se décompose sous nos yeux. Elle

se décompose parce qu'il n'y a plus de désir, et il n'y a plus de désir parce qu'il n'y a plus d'ambition ! Cette Europe se détricote parce qu'elle ne regarde que ses divisions internes. Nous devons avoir une ambition commune, de souveraineté et de puissance par rapport à l'extérieur, d'ambition à cinq - dix ans et d'une plus grande convergence sur les sujets qui font notre quotidien, qui sont décisifs pour nos concitoyens. Et la Roumanie doit participer à cette aventure. Elle doit s'y inscrire, même si aujourd'hui, elle n'est pas membre des coopérations les plus avancées, avec la perspective de faire partie de cette aventure. Parce que c'est le sens même de la relation qui nous unit et de la force de ce lien.

Voilà ce qu'aujourd'hui j'ai pu échanger avec nos partenaires, avec le président et le Premier ministre de ce pays où vous vivez, où vous faites vivre la France. Et au moment où nous nous parlons, vous n'êtes pas sans savoir qu'en France, ce sont aussi beaucoup de réformes qui sont conduites par le gouvernement et qui sont aussi importantes pour vous, pour vos familles, pour vous quand vous reviendrez, pour vos entreprises et tout le projet porté par le gouvernement, celui sur lequel je me suis engagé à l'égard des Français, c'est celui de transformer l'économie et la société française pour les rendre plus forts, enfin gagnants dans ce monde qui change, pour faire entrer la France dans le XXIème siècle parce qu'elle est confrontée à des défis de mutation technologique, d'une économie de l'innovation et de la compétence où tout s'accélère, là où elle a gardé les structures d'une économie de rattrapage et, bien souvent, d'une société de statut.

Nous devons donner plus de vitalité à l'économie par des réformes indispensables que nous commençons dès à présent. Cette vitalité, elle permettra dans le même temps de donner plus de mobilité dans notre société, ce qui est indispensable, de casser là aussi des barrières visibles ou invisibles qui font que lorsqu'on est né quelque part avec un prénom ou un nom spécifique, on n'a pas les mêmes chances qu'ailleurs. La France est redevenue une société de statut, de privilège. C'est ce qui la bloque, c'est ce qui bloque son imaginaire. La vitalité économique que nous lui redonnerons par ces transformations profondes permettra aussi une plus grande mobilité sociale dont le pays a besoin et tout cela s'inscrit dans l'ambition européenne que je viens d'évoquer.

C'est pourquoi faire une rentrée en Europe et en particulier ici parmi vous prend tout son sens, non pas parce que nous faisons les réformes en France pour l'Europe, mais parce que nous ne pouvons transformer le pays que pour lui redonner son vrai leadership européen. Et je terminerai là-dessus, la France n'est un pays réformable. Beaucoup ont essayé, ils n'ont pas réussi parce que les Françaises et les Français détestent les réformes. Dès qu'on peut éviter les réformes, on ne les fait pas. C'est un peuple qui déteste cela. Ce qu'il faut, c'est lui expliquer où on va et il faut lui proposer de se transformer en profondeur, mais pour mener un projet plus grand que soi.

La France n'est elle-même que quand elle mène des combats qui sont plus grands qu'elle. Se réformer pour ressembler aux autres, se réformer pour répondre à un chiffre, à une contrainte autour d'une table, notre pays n'est pas fait ainsi. Par contre, se transformer en profondeur pour retrouver le destin qui est le sien, retrouver la capacité à emmener l'Europe vers de nouveaux projets, être à la hauteur du combat qui est aujourd'hui le nôtre dans un monde en train d'éclater, où les régimes autoritaires émergent, où ce qui a été pendant des décennies le camp de l'Occident est en train de se fracturer, où le doute s'est installé, cela, c'est un combat ! C'est un combat qui fait rêver les Français !

C'est une nouvelle frontière grâce à laquelle nous pouvons convaincre le pays, non pas de se réformer, mais de transformer pour porter cette universalisme parce que ça a toujours été cela qui a fait notre pays. Parce que si vous êtes là aujourd'hui, si on parle tant français dans ce pays, c'est parce que la France ne s'est jamais arrêtée à ses frontières, ne s'est jamais arrêtée à ses défis propres, elle a toujours mené les choses ailleurs par sa diplomatie, son armée, son intelligence, ses talents. C'est cela ce que nous devons retrouver, c'est ce niveau d'exigence et d'ambition que nous devons avoir si nous voulons transformer le pays.

Je vous dis une chose, Mesdames et Messieurs, nous y parviendrons parce qu'au mois de mai dernier, les Françaises et les Français ont fait un choix, celui de ne pas se replier, celui un peu fou de choisir un mouvement politique nouveau, une personnalité politique qui n'existait pas dans leur quotidien depuis longtemps, dans ce sursaut que j'évoque, celui d'être à la hauteur de l'Histoire. Nous n'avons pas le choix. Ce n'est pas une volonté du moment ou une espèce de désir personnel, c'est la raison de l'Histoire profonde qui est en train de pousser notre pays et l'Europe.

Nous allons réussir, dans les mois, les semestres et les années qui viennent, à transformer en profondeur notre pays, à lui redonner sa capacité à insuffler une ambition à l'Europe, à porter la voix du monde libre dans un monde qui est en train de douter. Ce n'est rien moins que cela l'agenda des prochains mois et des prochaines années. Mais là où vous êtes, dans votre quotidien, vous en porterez votre part et je vous le dis, vous êtes des Françaises et des Français vivant, travaillant, étudiant dans ce pays, cela vous donne une responsabilité particulière, celle d'être à la hauteur de cette Histoire, de porter cette exigence, cette capacité à faire, cette capacité d'inspirer, d'écouter, de respecter et d'aller de l'avant. C'est cette fierté dont vous êtes aussi les dépositaires et dont je voulais aujourd'hui, en étant parmi vous et en vous livrant ces quelques convictions, une fois encore vous remercier.

Vive la République et vive la France !/.

(Source : site Internet de la présidence de la République)